



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 Mulhouse Cedex

Mulhouse, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68130 Altkirch

Références : 0006700701_2025_09_09_Holcim_ViAN25PPEnv
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre d'une action nationale visant à s'assurer que les exploitants d'installations Seveso seuil haut ont mené les démarches nécessaires pour intégrer les obligations réglementaires relatives aux premiers prélèvements environnementaux.

Cette action a notamment pour objet de s'assurer que les plans prévoient effectivement l'organisation qui serait mise en place en cas de nécessité (identification des substances pertinentes, description des équipements et moyens humains à mettre en œuvre, modalités d'organisation...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch.

Le site utilise comme substitution au combustible, des déchets qui peuvent se présenter sous forme liquide ou solide.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs insuffisances qui concernent notamment la justification des substances retenues et la précision du matériel de prélèvement.

S'agissant d'éléments documentaires, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats : Une mise à jour du Plan d'Organisation Interne (POI) datée d'avril 2025 a été communiquée par lettre du 30 juillet 2025. La version précédente datait de juillet 2024, mais n'avait pas été communiquée à l'Inspection (la dernière version dont disposait l'Inspection était datée de septembre 2021). La dernière version du POI ne précise pas l'intégralité de l'historique des modifications (passage de V2 à V7) et les dates associées ne sont pas précisées. L'exploitant a présenté les comptes rendus des deux derniers exercices POI (08 septembre 2023 et du 24 septembre 2024). L'Inspection observe qu'en 2023, les deux exercices ont porté sur des scénarii relatifs à la gestion de victimes et non sur des scénarii accidentels en lien avec l'étude de dangers. L'exploitant a indiqué qu'un exercice avait également été réalisé sur un scénario d'incendie, sans pouvoir le justifier. A cet égard, il est rappelé que les dispositions du Code de l'environnement concernent la gestion des risques accidentels (au sens étude de dangers) et non la sécurité des personnels de l'établissement qui relève du Code du travail. En 2025, un exercice est prévu en fin d'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé qu'il appartient à l'exploitant de communiquer les mises à jour du POI à l'Inspection. En l'outre, il appartient à l'exploitant d'assurer la traçabilité des modifications apportées au POI dans son document. Concernant les exercices prévus au titre de la présente prescription, il est rappelé qu'il est attendu qu'au moins un exercice concerne un scénario incidentel / accidentel en lien avec les risques associés à l'installation chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
 - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- [...]

Constats :

Le POI comprend un document établi par un prestataire intitulé « plan de prélèvement environnementaux post-incident » rédigé le 30 octobre 2023.

Le document comporte en annexe une liste de substances à rechercher pour différentes matrices (air, surfaces, sols, végétaux, eau).

L'annexe 3-2 du document précité précise que les substances recherchées ont été choisies selon le guide professionnel à l'usage des industriels et de la chimie et du pétrole, le guide méthodologique rédigé par TLF, l'UFCC et AFILOG et les guides INERIS sur la stratégie de prélèvement et d'analyse de la toxicité et dispersion des fumées d'incendie (Oméga 16).

Il n'existe toutefois pas d'éléments particuliers pour justifier les matrices retenues et les substances associées dans le POI.

Concernant les substances toxiques, le POI précise qu'aucune substance n'est retenue car les scénarii toxiques de l'étude de dangers ne sortent pas des limites du site. Ce point n'appelle pas de remarque au regard des conclusions de la dernière notice de réexamen de l'étude de dangers.

Concernant les substances odorantes, des substances sont identifiées à l'annexe 3 du document "plan de prélèvement" et dans le POI (p12) (acide acrylique, aniline, phénol, P-xylène et O-xylène, Styrène).

Il est notamment justifié dans le POI que l'acide acétique n'est pas retenu car il appartient au même déchet que l'acide acrylique qui présente une concentration plus importante pour des nuisances olfactives comparables et qui est lui retenu dans le plan de prélèvement.

L'Inspection a constaté que le méthacrylate de méthyle n'a pas été retenu, alors que cette substance qui fait partie de la liste des substances "odorantes" annexée à l'avis du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, est susceptible d'être présente dans l'installation (cf p183 de l'étude de dangers). L'exploitant a indiqué que la liste a été établie sur la base d'une analyse des caractéristiques des déchets réceptionnés. Or aucun déchet comportant cette substance n'a été réceptionné dans l'installation.

L'Inspection a également constaté que le Décane, mentionné dans l'analyse de l'exploitant précité, n'a pas été retenu. L'exploitant l'a justifié par des concentrations très faibles (concentrations inférieures à 1 % dans plusieurs catégories de déchets).

L'absence de ces deux substances dans le plan de prélèvement n'est pas justifiée dans le POI.
S'agissant d'aspects documentaires auxquels il peut être aisément remédié dans des délais maîtrisés, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant de justifier dans son POI la liste des substances et les matrices retenues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...] <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des [...] équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document cité au constat précédent comporte les équipements à mobiliser pour les substances retenues pour les différents milieux.</p> <p>Des plans de prélèvement ont été établis en considérant diverses conditions météorologiques (absence de vent, et en considérant les deux principales directions des vents dominants). Ils comportent un point au niveau de l'établissement, 3 points témoins et 8 points de prélèvements sous les vents.</p> <p>Le protocole prévoit la réalisation de prélèvements au niveau de l'installation, de trois points témoins et de huit points sous les vents.</p>

<p>Concernant le matériel de prélèvement, le document présenté dans le POI comporte les matériels de prélèvements pour les différentes substances et les différents milieux. Il a toutefois été constaté que pour certains paramètres, le matériel n'est pas précisé pour l'air ambiant (phénol, amiante). Contacté au cours du contrôle, le prestataire a précisé le matériel mis en oeuvre pour les paramètres concernés.</p> <p>Il est prévu que le matériel de prélèvement soit fourni par le prestataire qui l'apportera en cas de sollicitation. Les délais d'intervention sont précisés au constat suivant.</p> <p>S'agissant d'aspects documentaires auxquels il peut être aisément remédié dans des délais maîtrisés, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de compléter son document pour les paramètres pour lesquels le matériel n'est pas précisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>

Constats :

Pour la mise en œuvre des prélèvements, l'exploitant a passé une commande auprès d'un organisme ayant signé la charte RIPA pour la période décembre 2023 à décembre 2026 pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. La période de validité du contrat n'est pas précisée sur le document présenté dans le POI.

L'organisme dispose d'une astreinte 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.
Le délai d'intervention précisé dans le document est "inférieur à 4 heures".

Le numéro d'astreinte a été testé avec succès au cours du contrôle. Le fonctionnement de l'astreinte n'appelle pas de remarque.
Il a été indiqué que, le cas échéant, le matériel de prélèvement serait envoyé depuis une antenne de l'organisme située à proximité de Mulhouse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il serait opportun de préciser dans le POI la période de validité du contrat relatif à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'exploitant a annexé à sa notice de réexamen de l'étude de dangers de décembre 2023, un document relatif à la détermination des produits de décomposition en cas d'incendie établi par un prestataire.

Le document présente les produits de décomposition de l'étude de dangers de 2012 et ceux proposés dans le guide professionnel du secteur des déchets dangereux. Il conclut en proposant de retenir la liste proposée par le guide professionnel qui est plus large. A cet égard, le guide professionnel relatif aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important précise « *Pour les sites recevant des déchets particuliers en quantité significative, non décrits dans la liste ci-dessous ou dont la composition pourrait générer des substances non visées dans le tableau ci-dessous, l'exploitant devra en tenir compte* ».

Il apparaît que le HCN, mentionnée dans l'étude de dangers n'est pas repris dans le guide professionnel. En l'état, au regard des éléments de l'étude de dangers et des éléments rappelés ci-

dessus, il n'apparaît pas justifié de ne pas retenir le HCN.

La liste des produits de décomposition est également précisée dans le POI (sans mention du HCN).

Les paramètres identifiés, tout comme le HCN, font partie des paramètres identifiés dans le plan de prélèvements environnementaux dans l'air ambiant.

S'agissant d'aspects documentaires auxquels il peut être aisément remédié dans des délais maîtrisés, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de compléter le POI compte tenu de la remarque ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois